

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Tunisie & Libye

Une publication du Service Économique Régional de Tunis
Semaine du 20 avril 2026

CHIFFRE À RETENIR

120 MW

La capacité totale des centrales solaires
inaugurées à Tozeur et Sidi Bouzid le 20 avril.

Régional

Participation de la Tunisie et de la Libye aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale

Les [réunions de printemps](#) du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale se sont tenues du 13 au 18 avril 2026 à Washington. Réunissant décideurs économiques, gouverneurs de banques centrales et ministres des finances, l'édition 2026 s'est déroulée dans un contexte marqué par une forte incertitude internationale, liée à la multiplication des chocs géoéconomiques. Les discussions ont principalement porté sur la maîtrise de l'inflation, la stabilité financière, la relance de l'investissement privé et la promotion d'une croissance inclusive.

Le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a pris part à plusieurs tables rondes et rencontres bilatérales, [notamment avec](#) le Fonds Monétaire Arabe, avec des investisseurs internationaux ou encore avec ses homologues des Banques centrales de

Libye et d'Algérie. Les échanges ont porté sur les perspectives économiques, le financement de l'économie tunisienne et le renforcement de la coopération entre banques centrales. Le gouverneur [a plaidé](#) pour des mécanismes internationaux plus réactifs en faveur des pays les plus exposés aux chocs externes.

De son côté, la [participation libyenne](#) s'inscrivait dans une logique de réintégration progressive dans les circuits économiques internationaux, après une décennie d'instabilité politique. Le gouverneur de la Banque centrale de Libye a pris part à des discussions sur la stabilité financière, la gestion des revenus énergétiques et la reconstruction économique. A un niveau plus technique, il a également rencontré le département des statistiques du FMI. Cette réunion a notamment permis la conclusion de deux accords : (i) une assistance technique du FMI à la BCL pour une transition vers la 7^{ème} édition du manuel de la balance des paiements ; (ii) un appui global à l'Etat libyen pour développer son système de données macroéconomiques. Par ailleurs, les autorités libyennes ont également cherché à renforcer leurs relations avec les institutions

financières internationales et à attirer les investissements étrangers, notamment dans les secteurs énergétique et bancaire.

Enquête *Open Budget Survey 2025* de l'*IPB* sur la transparence budgétaire : contre-performance pour la Tunisie et la Libye

Le 15 avril 2026, l'*International Budget Partnership (IBP)*, a publié les résultats de l'enquête [Open Budget Survey 2025](#) pour plusieurs pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Cette enquête comparative évalue le degré de transparence budgétaire, de participation citoyenne et de contrôle du budget de l'État dans 125 pays. Les performances sont mesurées, pour chaque catégorie, à l'aide d'un indice allant de 0 à 100, où 0 correspond au niveau le plus faible de performance et 100 au niveau le plus élevé.

La Tunisie [a obtenu](#) un score de 11 en matière de transparence budgétaire (-5 points par rapport à 2023), de 6 pour la participation citoyenne (+2) et de 37 pour le contrôle du budget (+25). Le pays se situe ainsi parmi les moins performants de la région en matière de transparence. Cette contre-performance s'explique principalement par l'absence ou la publication tardive de documents budgétaires essentiels (projet de loi de finances, loi de finances, etc.) ainsi que par l'absence de publication du rapport de la Cour des comptes sur le budget de l'État pendant deux exercices consécutifs. Pour la participation citoyenne, la Tunisie enregistre une légère amélioration, mais son niveau demeure faible, traduisant une implication encore limitée des citoyens dans le processus budgétaire, malgré certaines initiatives positives, notamment de la Cour des comptes, visant à renforcer l'interaction avec la société civile. Enfin, le score de contrôle budgétaire progresse de manière significative, porté par un renforcement du

rôle du Parlement dans le suivi de l'exécution budgétaire ainsi que par une amélioration de l'efficacité des missions de la Cour des comptes en matière d'audit et de contrôle.

Pour sa part, la Libye, divisée entre deux gouvernements et qui n'a plus connu de loi de finances officielle depuis 2014, [a obtenu](#) des scores nettement plus faibles dans chacun des domaines : 2 en matière de transparence, en raison de l'opacité du fonctionnement des institutions ; 4 pour la participation citoyenne, du fait de la quasi-absence de mécanismes permettant à la société civile d'influencer ou de commenter les décisions budgétaires ; et 22 pour le contrôle, en lien avec les pressions politiques sur les institutions et leur faible capacité à exercer des missions de surveillance, ce qui réduit l'efficacité du suivi des finances publiques.

Tunisie

Le gouvernement présente une vision stratégique pour l'agriculture tunisienne pour 2026-2030

La Cheffe du gouvernement, Sarra Zaafrani Zenzeri, a présidé, le 15 avril 2026, un [conseil ministériel restreint](#) consacré au suivi de l'avancement des programmes relevant de la stratégie nationale de promotion des filières agricoles. La Cheffe du gouvernement a souligné l'importance de renforcer la sécurité alimentaire en développant l'ensemble des filières agricoles (végétales et animales), en reconstituant notamment le cheptel de bovins et d'ovins et en améliorant les capacités de stockage de la production afin de se prémunir contre les variations des cours internationaux. Le ministre de l'Agriculture, Ezzeddine Ben Cheikh, a présenté les réalisations dans le secteur au cours de la période 2021-2025 ainsi que la

vision stratégique de l'agriculture tunisienne pour la période 2026-2030, laquelle repose sur : (i) le développement des ressources naturelles, la garantie de leur durabilité et la réduction des impacts climatiques ; (ii) le renforcement de la sécurité alimentaire via des réformes structurelles et l'adoption de mesures pour renforcer la production, la productivité et la compétitivité, en veillant à la qualité des produits et en adoptant une politique de prix viables ; (iii) l'établissement d'un environnement agricole inclusif garantissant l'intégration, avec un cadre institutionnel approprié ; et (iv) l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales et la promotion du développement régional. Pour rappel le secteur agricole représente près de 10% du PIB, 13% des exportations, 14% des opportunités d'emploi, et constitue la principale source de revenus de 70% de la population des zones rurales.

Le groupe norvégien SCATEC inaugure deux centrales solaires de 60 MW à Tozeur et Sidi Bouzid

Le groupe norvégien SCATEC [a officiellement inauguré](#), le 20 avril 2026, deux centrales photovoltaïques à Tozeur et Sidi Bouzid d'une capacité de 60 MW chacune, en présence notamment de la ministre de l'Industrie, de l'Énergie et des Mines, du secrétaire d'Etat chargé de la Transition Énergétique, du PDG de la STEG et de la Directrice Afrique du Nord de PROPARCO, qui a contribué partiellement au financement du projet. Construites en partenariat avec l'entreprise japonaise Aeolus, filiale du groupe Toyota Tsusho, ces centrales sont le fruit d'un accord de concession pour 30 ans conclu entre la STEG et SCATEC dans le cadre d'un appel d'offres lancés en 2018. Longtemps retardé, le lancement de ces projets semble démontrer la volonté des autorités tunisiennes d'accélérer dans la mise en œuvre de la

transition énergétique, dans un contexte international particulièrement volatil.



La CCITF ouvre sa première antenne régionale à Sfax

La Chambre de Commerce et d'Industrie Tuniso-Française (CCITF) [a inauguré](#), le 17 avril 2026, sa première représentation régionale à Sfax, deuxième pôle économique du pays. À cette occasion, la CCITF a organisé une cérémonie de lancement en présence de Mme Anne Guéguen, Ambassadrice de France en Tunisie, réunissant de nombreuses entreprises et les principaux acteurs économiques de la région de Sfax. Cette première implantation régionale de la CCITF s'appuiera sur un bureau permanent et un comité régional présidé par Mme Cyrine Ben Cherifa Ben Ayed, qui aura pour mission d'animer la communauté d'affaires à Sfax, de favoriser les échanges et les synergies entre acteurs économiques et de contribuer au développement de la région à travers des événements de networking, des actions de formation et des missions économiques en France et en Tunisie.



Libye

La Libye et la Chine s'entendent pour utiliser le système CIPS et renforcer leurs échanges

Le 17 avril 2026, le gouverneur de la BCL, Naji Mohammed Issa, [a rencontré](#) son homologue chinois, Pan Gongsheng, à la tête de la Banque populaire de Chine. Les discussions ont porté sur l'état des relations économiques bilatérales et sur les leviers permettant de les renforcer. Les deux parties se sont accordées pour connecter les banques commerciales libyennes au système chinois de paiement interbancaire transfrontalier (CIPS) afin de fluidifier les transactions financières entre les deux pays, en réduisant les délais, les coûts et la

dépendance aux intermédiaires traditionnels. Les gouverneurs ont également examiné des mesures visant à simplifier les procédures commerciales bilatérales, notamment la mise en place de transferts directs de fonds vers la Chine, ainsi que la possibilité pour les opérateurs libyens d'ouvrir des lettres de crédit directement auprès de banques chinoises. La veille, le ministre de l'Économie et du Commerce du Gouvernement d'unité nationale, Suhail Boushiha, [s'était entretenu](#) avec l'ambassadeur de Chine en Libye, Ma Xuliang. Les discussions ont également porté sur le renforcement des liens commerciaux et le développement de la coopération bilatérale, en particulier dans le domaine des investissements. À cette occasion, le ministre a insisté sur l'importance de tirer parti de l'expertise chinoise pour soutenir les projets de développement économique en Libye.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2025		2026 (p)		2027 (p)	
PIB nominal, en Mds USD	57,6		60,7		59,1	
Croissance du PIB réel, en %	2,5	0 pp	2,1	0 pp	1,6	0 pp
Taux d'investissement, en % du PIB	10,7		10,4		10,6	
Taux d'épargne, en % du PIB	7,9		6,2		4,8	
Taux d'inflation annuel moyen, en %	5,3	-0,6 pp	6,5	+0,4 pp	7,2	+0,5 pp
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,2	+0,1 pp	-7,4	-2,2 pp	-6,5	-1 pp
Recettes publiques, en % du PIB	28,8		28,7		28,7	
Dépenses publiques, en % du PIB	34		36,1		35,2	
Dette publique, en % du PIB	81,3	+0,7 pp	84,9	+2,3 pp	88,7	+4,1 pp
Solde courant, en % du PIB	-2,8	+0,4 pp	-4,2	-0,8 pp	-5,8	-2,2 pp
Notation souveraine Fitch/Moody's	B-/CAA1 stable		-		-	

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'octobre 2025.

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance du PIB réel, en g.a., en %	T4 2025	2,7%	+0,3 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T4 2025	15,2%	-0,2 p.p.
Taux d'inflation, en g.a., en %	Mars 2026	5,0%	0 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 20/04/2026	1 828 M TND	+4,4% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 20/04/2026	2 661 M TND	+5,6% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 07/01/2026	7,00%	-100 pdb
Réserves de change, en jours d'importations	Au 23/04/2026	105 jours	+7 jours
USD/TND	Au 22/04/2026	2,88	-2,85%*
EUR/TND	Au 22/04/2026	3,41	+0,31%

* Un signe négatif signifie une appréciation du dinar tunisien face à la devise correspondante.

Sources : INS, BCT

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2025		2026 (p)		2027 (p)	
PIB nominal, en Mds USD	44,7		52,5		50,1	
Croissance du PIB réel, en %	15,9	+0,3 pp	6,7	+2,5 pp	4,5	+2,2 pp
Taux d'investissement, en % du PIB	28,1		26,2		25,7	
Taux d'épargne, en % du PIB	-		-		-	
Taux d'inflation annuel moyen, en %	1,8	0 pp	10,5	+9 pp	10,2	+8,6 pp
Solde budgétaire, en % du PIB	-31,1	-26,8 pp	-20,9	-19,9 pp	-23,8	-22,7 pp
Recettes publiques, en % du PIB	71,2		67,9		65,5	
Dépenses publiques, en % du PIB	102,3		88,8		89,4	
Dette publique, en % du PIB	-		-		-	
Solde courant, en % du PIB	-3,8	-4,7 pp	4,2	+3,6 pp	1,6	+1,2 pp

Source : WEO d'avril 2026 (FMI)

Note : Les données en couleur correspondent aux variations absolues par rapport au WEO d'octobre 2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.